

Cette violence qui nous taraude

Nori, la société française n'est pas plus violente qu'autrefois. Mais les passages à l'acte sont plus explosifs. Et d'autant plus scrutés que notre intolérance aux agressions augmente

CATHERINE VINCENT

Quinze morts par règlements de comptes à Marseille depuis le début de l'année. Un jeune de 17 ans poignardé en Seine-Saint-Denis, le 10 septembre, par un gérant de supermarché exaspéré par des vols à répétition. Un bijoutier nicois mis en examen pour avoir tué au pistolet, le 11 septembre, un jeune de 19 ans qui venait de braquer sa boutique... Il ne se passe pas de semaine, voire de jour, sans que les citoyens français prennent connaissance d'un fait divers sanglant, survenu dans la rue, dans une école, un foyer familial. A première vue, la violence est partout. Et pourtant ! Au regard des siècles et même des décennies, jamais la paix civile n'a autant régné. Et jamais notre société n'a été si efficace pour se protéger des actes d'agression.

Des preuves ? En matière de sécurité et de délinquance, les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur donnent traditionnellement lieu à des batailles rangées entre la gauche et la droite, et sont toujours d'une interprétation délicate. Mais tout de même : si l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, dans une étude publiée le 12 septembre, révèle que la proportion de personnes se sentant en insécurité chez elles est passée de 14,2% sur la période 2007-2009 à 16%

sur la période 2010-2012, cette évolution correspond avant tout à une flambée des cambriolages de domiciles. Les atteintes à l'intégrité physique, elles, sont restées relativement stables ces dernières années. Quant au nombre d'homicides, il a diminué de moitié en quinze ans en France, passant de 1 600, en 1995, à moins de 800, en 2010. A titre de comparaison, le criminologue britannique Manuel Eisner (université de Cambridge) souligne qu'on comptait chaque année 40 homicides pour 100 000 habitants au XV^e siècle dans les grandes villes européennes. Un taux qui s'élève désormais à 1,1 pour 100 000 dans notre pays.

«Judiciarisation progressive»

En ce qui concerne la totalité des atteintes à la personne (agressions physiques, verbales, harcèlement moral, etc.), le déclin est moins évident. Les statistiques de police indiquent même une hausse continue des violences interpersonnelles, chez les majeurs comme chez les mineurs, chez les garçons comme les filles. Mais, « dans le même temps, les enquêtes de victimation sont formelles : la population ne signale pas plus d'agressions réellement subies. L'augmentation des données institutionnelles ne traduit donc pas l'aggravation des phénomènes, mais leur judiciarisation progressive », estime le sociologue Laurent Mucchielli, spécialiste de la délinquance.

LIRE LA SUITE PAGES 4-5

Cahier du « Monde » N° 21360 daté Samedi 21 septembre 2013 - Ne peut être vendu séparément

Page 1

Une agressivité très moderne

Accélération du temps, prolifération des images, le mode de vie contemporain met nos nerfs à rude épreuve. Et engendre de nouvelles formes de violence.

Le débat est au centre de la dernière édition de l'Université de tous les savoirs

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

En effet, les violences survenant dans la sphère familiale donnent lieu à de plus en plus de plaintes et font donc augmenter fortement les chiffres. De même, sont de plus en plus dénoncés les conflits entre jeunes et les incivilités à l'école (insultes, dégradations, bagarres).

Si globalement les actes de violence graves diminuent, d'où vient alors cette impression, communément décrite, qu'ils envahissent notre société ? Des médias, pour une partie. Grands consommateurs de faits divers et autres atrocités humaines, journaux et sites Web se livrent sur ce terrain juteux une concurrence féroce. Et qui va croissant : selon le baromètre thématique des journaux télévisés de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), publié en juin, le nombre de sujets consacrés aux faits divers dans les journaux télévisés du soir a, depuis dix ans, augmenté de... 73% sur les chaînes historiques.

Mais les médias ne font pas tout. Si notre sensibilité à la violence grandit, c'est aussi que nos politiques publiques, pour mieux la contrôler, la mesurent de plus en plus finement. Tout semble donc confirmer le mouvement de pacification des mœurs décrit par Norbert Elias : le sociologue allemand analysait en 1939 la civilisation occidentale comme l'évolution d'un long processus de maîtrise des instincts et des pulsions humaines (« Sur le processus de civilisation », traduit en français en deux parties, *La Civilisation des mœurs* et *La Dynamique de l'Occident*). Mais tout se passe également comme le prédisait Tocqueville dans son paradoxe dit « de l'insatisfaction croissante » : plus une situation s'améliore, plus l'écart avec la situation idéale est ressenti subjectivement comme intolérable par ceux-là même qui bénéficient de cette amélioration.

« A la différence du passé, les sociétés que nous connaissons jouissent d'une sécurité qui ne dépend pas seulement de la faible criminalité, mais au moins autant de la solidarité collective, des systèmes d'assurance et de sécurité sociale, d'un espace de circulation supposé homogène et libre, de la régulation de multiples aspects de la vie par l'État, souligne le philosophe Yves Michaud. Sur ce fond de sécurité garantie grandissante, les comportements criminels et délinquants sont perçus avec une anxiété disproportionnée. »

Une anxiété d'autant plus aiguë que les manifestations de violence, quand elles surviennent, sont souvent d'une extrême intensité. Il était courant, jadis, que les garçons se battent dans les cours de récréation. Cela l'est beaucoup moins aujourd'hui, mais quand la situation dérape, on voit plus facilement sortir le couteau ou l'arme à feu.

Une société globalement plus pacifique, mais dans laquelle les passages à l'acte sont plus brutaux, plus explosifs qu'autrefois : notre vie moderne, urbaine et hypertechnologique y serait-elle pour quelque chose ? La question est le fil rouge du cycle de conférences (dont cette quatorzième édition sera la dernière) organisé à Paris, du 16 au 29 septembre, par l'Université de tous les savoirs sur le thème : « La violence aujourd'hui ». Au fondement de notre agressivité, en effet, il y a d'abord notre nature humaine, et sa capacité de résistance au stress. Un terrain sur lequel nous ne sommes pas biologiquement égaux, et où l'environnement – celui de notre enfance comme celui de notre vie quotidienne – joue un rôle essentiel.

« On sait que le déficit émotionnel, le manque d'intérêt pour autrui ou l'indifférence sociale – des traits de personnalité caractéristiques des sujets particulièrement agressifs ou violents – sont associés à des anomalies de leurs systèmes de neurotransmission », précise

Nous ne sommes pas biologiquement égaux dans notre capacité à résister au stress

le neuropharmacologue Michel Hamon, directeur de recherche Inserm à la faculté de médecine de la Pitié-Salpêtrière. Le mieux connu de ces systèmes implique la sérotonine, qui apparaît comme un acteur-clé dans le contrôle de l'impulsivité et de l'agressivité. Or, qui dit système de régulation biologique suppose composante génétique. On connaît aujourd'hui un certain nombre de gènes « candidats » à l'aptitude à la violence, dont la variabilité intervient dans le fonctionnement plus ou moins efficace du système sérotoninergique. La tendance à la bagarre et aux gestes d'humour serait-elle donc déterminée dès la nais-

sance ? Oui et non. « La région du cerveau où la sérotonine exerce son influence sur les comportements sociaux est le cortex préfrontal : autrement dit, la dernière structure cérébrale à se différencier chez l'homme, sous l'influence de multiples paramètres biologiques et éducatifs, à l'âge d'au moins 17 ans », précise Michel Hamon. La période de l'enfance et de l'adolescence est donc absolument critique pour la construction de la personnalité, notamment pour le contrôle des comportements agressifs et violents.

La Conférence de consensus sur la prévention de la récidive, dont le rapport de synthèse a été remis au premier ministre le 20 février, souligne d'ailleurs l'importance des dynamiques familiales (exposition à la violence conjugale, défauts d'encadrement parental, mauvais traitements physiques ou affectifs) comme facteur de risque de délinquance, et plus encore lorsque cette influence délétaire survient dans un milieu social défavorisé. A contrario, et même pour des enfants « mal partis », la très grande plasticité des structures cérébrales permet d'envisager des actions précoces réparatrices passant par l'éducation, l'aide psychologique ou la pratique du sport. Reste que la gifle cinglante, le coup de poing qui part, la bagarre ne s'expliquent pas tou-

Page 2

À LIRE
« LA VIOLENCE »
d'Yves Michaud
(PUF, collection
« Que sais-je ? »,
7^e édition, 2012).

« L'AGRESSION
HUMAINE »
de Laurent Bègue
(Dunod, collection
« Les topos + », 2010).

À VOIR
« LA VIOLENCE
AUJOURD'HUI »,
Conférences de
l'Université de tous
les savoirs jusqu'au
29 septembre,
à l'université Paris
Descartes, Paris 6.
Programme sur :
www.canal-u.tv/prod
ucteurs/universite_de
tous_les_savoirs

jours par une enfance malheureuse. Exception faite des grands psychopathes, cette impulsivité mal contrôlée relève, en somme, de la violence ordinaire, celle que chacun de nous peut rencontrer en lui-même. La plupart du temps, nos « verrous » sociaux et moraux nous protègent du passage à l'acte. Mais ces interdits sont faillibles. Surtout dans un contexte de crise, où l'accélération du temps, le travail multitâches et le règne du tout-numérique mettent nos nerfs à l'épreuve. « Les progrès industriels et technologiques ont tellement modifié notre existence au cours du dernier siècle que notre organisme n'a pas eu le temps de s'y adapter. Notamment, en ce qui concerne notre capacité à résister au stress », affirme le psychiatre Franck Baylé, pour qui « ces modifications profondes de notre environnement contribuent sans aucun doute au fait que les troubles anxieux, dépressifs ou comportementaux soient plus fréquents qu'autrefois ».

Parmi ces changements, et non des moindres : l'omniprésence dans les foyers d'images violentes, que celles-ci émanent de la télévision ou de jeux sur ordinateur. « Présentées sous le signe de la transparence ou des lois, la violence montrée par les médias d'information et certains jeux vidéo entraînent non

seulement sa banalisation, mais aussi celle des paradoxes qu'on lui oppose, souligne Yves Michaud. Le virtuel se confondant avec le réel, on finit par penser qu'il y a toujours des secouristes, des policiers, des médecins. Croire que la violence n'est pas grave, c'est peut-être là l'effet le plus négatif des images que consomment les jeunes. Lorsque j'observe leurs pratiques en matière d'affrontements et de bagarres, je suis frappé de voir qu'ils n'ont pas l'idée que la violence peut tuer : si quelqu'un meurt, il y aura toujours quelqu'un d'autre pour le ressusciter... »

Partout dans le monde, les études qui montrent que la pratique régulière de jeux vidéo violents favorise les conduites d'agression physique se multiplient. Mais cette influence n'est rien comparée à celle de l'alcool : de toutes les drogues celle (et de loin) qui est la plus consommée dans notre pays et qui concourt le plus au passage à l'acte agressif. Portant sur 9 300 criminels issus de 11 pays, une étude datant de 1990 montrait déjà que 62 % de ces délinquants violents avaient bu avant de commettre une agression. Une autre, menée en France en 2007 par la Direction générale de la santé, révèle que, parmi les personnes faisant partie des 6,5 % de la population qui ont déjà participé à une bagarre dans un lieu

public, 40 % avaient bu de l'alcool dans les deux heures précédant les faits. Une autre encore, consacrée aux homicides, précise que la présence de l'alcool y est attestée dans 47 % des cas... Tels sont les effets néfastes de la « myopie alcoolique », qui appauvrit nos capacités d'analyse d'une situation au profit de notre impulsivité et de l'assurance de notre bon droit.

Drogue létale numéro un, l'alcool favorisera d'autant plus le passage à l'acte qu'il sera consommé vite et fort. « Or, si les Français consomment globalement moins d'alcool qu'il y a des décennies, on observe chez les jeunes une augmentation des consommations concentrées en fin de semaine, rappelle Laurent Bègue, professeur de psychologie sociale à l'université Grenoble-II. A quantité hebdomadaire équivalente, ce type d'alcoolisation présente plus de risque de dérapage qu'une consommation quotidienne modérée, et plus encore quand elle a lieu dans un espace public. » Au-delà des campagnes, ô combien nécessaires, sur les dangers de l'alcool au volant, les pouvoirs publics seraient bien inspirés de tenir compte de ces nouveaux comportements dans leurs politiques de prévention de la violence. ■

CATHERINE VINCENT

deux hommes à moto.
JEAN PAUL PELISSIER-REUTERS

« Il faut réfléchir à notre propre barbarie »

A la lumière de ce qui se passe en Syrie, Jacques Sémelin, historien, décrypte les mécanismes des « massacres de masse »

Gérer nos conflits en faisant le plus possible l'économie de la violence : cette perspective est au cœur même du projet démocratique. À son exact opposé, il y a ce que se passe actuellement en Syrie : une escalade insoufflée de la violence qui aboutit au massacre de milliers de personnes sans défense. « Crimes contre l'humanité » commis par les forces gouvernementales, « crimes de guerre » perpétrés par l'opposition armée, dénonçait dans son dernier rapport, publié le 11 septembre, la commission d'enquête de l'ONU sur les violations des droits de l'homme. Selon celle-ci, au moins neuf massacres de civils ont été commis entre le 15 mai et le 15 juillet, dont huit sont à imputer aux forces syriennes.

Le 21 août, cette hyperviolence a franchi un nouveau stade, avec l'usage d'armes chimiques dans la banlieue de Damas. L'historien Jacques Sémelin, directeur de recherche au CNRS affecté au Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po, décrypte les mécanismes d'apparition de ces « massacres de masse ».

Comment « comprendre » les massacres de civils qui ont lieu en Syrie ?

Il faut pour cela réfléchir à une énigme : celle de notre propre barbarie. Et se souvenir que l'action de massacrer, c'est-à-dire de détruire des non-combattants, est toujours un processus qui se construit.

Dans le cas de la Syrie, il faut bien sûr prendre en compte les deux premières années du conflit : une forme de résistance civile qui a ensuite basculé, pour un certain nombre de raisons, dans la lutte armée. Mais pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, il faut aussi avoir à l'esprit ce qu'a fait le père de Bachar Al-Assad. En 1982, Hafez Al-Assad a commandé le massacre de Hama, qui a fait 20 000 morts en quinze jours.

Son fils, l'actuel président, repro-

duit en quelque sorte le même scénario. C'est ce que j'appelle le répertoire de l'action collective. Ce régime ne sait faire que cela : non pas arrêter et emprisonner, mais détruire tout élément d'opposition qui soit de nature à remettre son pouvoir en cause.

Il n'est hélas pas le seul...

On est stupéfait, sidéré parce que violence extrême qui consiste à s'en prendre à des femmes, à des enfants, à des personnes âgées, qui plus est de son propre peuple. Mais, en effet, le cas syrien n'est pas un cas isolé. Dans son livre *Death by Government* (1996), le politologue américain Rudolph Rummel estime qu'environ 150 millions de personnes ont été tuées au XX^e siècle du fait de l'action de leur propre gouvernement, alors que, dans le même temps, l'ensemble des guerres (les deux guerres mondiales comprises) ont fait de 33 à 40 millions de morts. Les pratiques des Assad père et fils sont dans la droite ligne de ce qui s'est pratiqué au siècle dernier pour conquérir ou garder le pouvoir, des territoires ou des richesses économiques.

Les massacres commis par le régime syrien procèdent donc d'une logique politique ?

En partie, oui. Mais on ne peut pas expliquer l'acte de massacrer en s'en tenant à cette approche rationnelle. Il faut y ajouter une autre dimension, d'ordre psychologique. Presque toujours, dans le discours du dirigeant qui massacre, voire de ses exécutants, on trouve des éléments de paranoïa. L'ennemi est perçu comme la représentation du mal, du démon et, bien sûr, du terrorisme.

Primo Levi parlait de la folie d'Auschwitz pour évoquer le discours paranoïde des nazis. Et le journaliste et écrivain Jean Hatzfeld a souligné qu'il existait désormais, depuis le génocide survenu au Rwanda, un mot en kinyarwanda pour dire « vent de folie ».

Cette représentation de l'autre va de pair avec sa déshumanisation (on parlera de vermine, de rats, de serpents) et sa totalisation : ceux que l'on combat perdent leur individualité pour devenir l'ennemi.

Vous utilisez pour qualifier ce processus la notion de « rationalité délirante ».

Oui, car les deux composantes sont étroitement mêlées. Il y a une autre facette non rationnelle que l'on retrouve dans le conflit syrien : dans cette guerre qui ressemble beaucoup à une guerre civile, on tend à perdre l'objet originel du conflit (prendre le pouvoir d'un côté, le garder de l'autre). Aux atrocités répondent d'autres atrocités, dans une sorte de montée aux extrêmes qu'alimentent aussi bien le régime syrien que les insurgés. On entre ainsi dans une démesure des moyens de destruction utilisés, qui ne répond plus directement à l'objectif de départ. Et c'est comme ça qu'on en arrive au massacre chimique du 21 août.

Quelle est, dans ce processus, l'importance du collectif ?

Il est considérable. La logique du massacre est fondamentalement collective. C'est à travers le groupe que l'être humain se métamorphose en tueur, selon deux logiques. Une logique verticale, celle de l'obéissance à l'autorité. Et une logique du groupe qui passe par le prisme de la conformité. On est dans un moment où les individus ont peur – ce qui peut être une motivation à tuer – et où ces individus se regardent. Et quand je dis des individus, je veux dire des hommes : le massacre, dans l'ensemble, est une activité machiste, et il s'agit de montrer à l'autre de quoi on est capable. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. V.

Autre : « Purifier et détruire : Usages politiques des massacres et génocides », de Jacques Sémelin (Seuil, collection « La couleur des idées », 2005).